

Centre d'information et de
documentation citoyennes

Connaissances, aptitudes et outils pour agir !



Citizen information and
documentation center

Knowledge, skills and tools for action!



Campagne d'éducation civique et électorale dans la province de l'Oudalan - CECEPO

RAPPORT FINAL

NED GRANT No. 2012-322



National Endowment for Democracy

Supporting freedom around the world

Mai 2013

09 BP 753 Ouagadougou 09, Burkina Faso.

Téléphone : +226 50505443. E-mail : infocidoc@yahoo.fr – infocidoc@centrecitoyen.org

Récépissé N°2003-473/MATD/SG/DGLPAP/DAOSOC du 09 septembre 2003

Site Web : www.centrecitoyen.org

SOMMAIRE

Introduction :	3
Activités réalisées :	4
Résultats atteints:	13
Difficultés rencontrées :	14
Perspectives :	15
Conclusion :	16

1. Introduction

Située dans la région du Sahel, au nord du Burkina Faso, la province de l'Oudalan, couvre une superficie de 9 797km² subdivisée en cinq (5) communes dont Gorom-Gorom (le chef-lieu), Déou, Markoye, Oursi, Tin-Akoff. Elle fait frontière avec le Mali et compte 197 240 habitants. A l'instar des autres provinces de la région du Sahel, l'Oudalan connaît le phénomène de la faible participation citoyenne qui est la résultante d'un désenchantement politique ; elle a ainsi enregistré le plus faible taux de participation électorale (**34,19%**) et a été classée au dernier rang national sur les quarante-cinq (45) provinces lors de l'élection présidentielle de novembre 2010.

C'est dans ce contexte que le Centre d'information et de documentation citoyennes (Cidoc) a initié le projet **''Campagne d'éducation civique et électorale dans la province de l'Oudalan – CECEPO''** pour contribuer à renforcer les capacités de participation des populations, notamment des femmes et des jeunes, et à promouvoir leur plus grande implication dans la gestion des affaires locales. Le projet CECEPO avait donc pour objectifs de doter les citoyens d'outils d'influence sur les politiques publiques et accroître leur participation au processus électoral.

Le Cidoc a bénéficié de la confiance de la Fondation Nationale pour la Démocratie (NED) qui a accepté de soutenir financièrement la mise en œuvre du projet CECEPO. Soumis en décembre 2011, le projet a été approuvé par le Conseil d'administration de NED en fin mars 2012 ; une convention de financement a été signée en avril 2012 entre le NED et le Cidoc pour la période du 1^{er} mai 2012 au 30 avril 2013. Une équipe de six membres a conduit la réalisation du projet sur le terrain. Cette équipe a été soutenue par des consultants et d'autres membres du Centre.

En vue de réussir la réalisation de ce projet, l'équipe a tout d'abord mené une campagne d'information auprès des autorités et des acteurs concernés. Elle a ainsi rencontré le Ministre des Droits Humains et de la Promotion Civique (MDHPC) le mercredi 16 mai 2012 et le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) le mercredi 13 juin 2012, à qui elle a présenté le projet. L'équipe a également rencontré les autorités locales de la Province de l'Oudalan notamment le Haut-commissaire, le Président de la Commission Electorale Provinciale Indépendante (CEPI) les 22 et 23 juin 2012 ainsi que les maires, les préfets, les leaders des partis politiques et les acteurs de la société civile les 02 et 03 juillet 2012. Ces rencontres préparatoires ont aplani le terrain pour la mise en œuvre des activités du projet salué et apprécié de tous.

Outre l'étroite collaboration avec les autorités locales, les leaders des partis politiques, les acteurs de la société civile, le Cidoc a développé une stratégie de communication adaptée au public cible c'est-à-dire communiquer au maximum dans les langues locales. Ainsi, sur la période couverte par le projet, le Centre a sensibilisé la population sur la nécessité de s'inscrire sur la liste électorale et de participer aux consultations électorales, formé les associations locales pour la mobilisation et l'éducation de la population sur la citoyenneté, le droit de vote, la gouvernance locale et instauré des comités de veille et de sensibilisation sur le civisme, la promotion des droits humains et la participation citoyenne des jeunes dans les établissements scolaires (lycées et collèges) de l'Oudalan.

Conformément aux principes et exigences du NED, trois rapports trimestriels ont précédé le présent rapport final qui fait le point de toutes les activités réalisées, dresse l'état des résultats

atteints, présente les difficultés rencontrées et met en évidence l'impact du projet dans la province de l'Oudalan ainsi que les perspectives de sa pérennisation.

2. Les activités réalisées

Le projet CECEPO a mis en œuvre les activités suivantes : la prospection démocratique, la formation des associations locales, la restitution de la formation par les associations formées, les émissions radiophoniques, la publication de la brochure « Infocitoyen », le plaidoyer auprès des partis politiques, la campagne de sensibilisation des électeurs par le théâtre forum, la formation des agents observateurs, l'observation des élections du 02 décembre 2012, l'institution des comités de sensibilisation.

a. La prospection démocratique

Il s'agit d'une enquête qualitative qui a été réalisée dans les cinq communes de l'Oudalan, concomitamment à l'enrôlement biométrique pour les élections du 02 décembre 2012. Elle a été à la base des activités de sensibilisation/mobilisation, d'information, de formation et d'éducation. Cette enquête qualitative a permis de recueillir les avis, attentes et perception des populations sur la démocratie, le processus électoral, le vote, les causes de la faible participation citoyenne.

Au-delà de l'administration des questionnaires, les enquêteurs ont également informé et sensibilisé les populations sur l'importance de l'enrôlement biométrique. Ainsi pendant deux semaines les agents enquêteurs ont parcouru cent-vingt-deux (122) villages sur les cent cinquante-six (156) que comptent les cinq communes pour la collecte de l'information et la sensibilisation des populations.

b. La restitution des résultats de la prospection démocratique

Après le dépouillement et l'analyse des fiches d'enquête le Centre a organisé les 31 août et 1^{er} septembre 2012, une rencontre qui a rassemblé les autorités locales, les leaders des partis politiques, les acteurs de la société civile, les agents enquêteurs et la population, dans le chef-lieu de la province, autour des conclusions provisoires de la prospection démocratique. Les résultats présentés ont mis en évidence l'ignorance de la notion de démocratie par la majorité de la population enquêtée (56,84% des personnes interviewées), le manque de formation politique de celle-ci, le non-respect des principes fondamentaux des droits humains par les partis politiques, le manque de liberté des femmes pour la participation aux élections.

Les agents observateurs ont enrichi la présentation avec leurs témoignages. Il en est ressorti que les populations ont manifesté un grand intérêt pour le questionnaire ; de même la prospection démocratique a été une opportunité pour mobiliser et sensibiliser les électeurs sur l'enrôlement biométrique.

Les échanges fructueux qui ont suivi ont permis de mieux cerner certaines situations et de lever l'équivoque sur des points tels que les conflits politiques, le racisme, le nomadisme vu comme obstacle à la participation électorale, la libre participation des femmes aux élections. Cette cérémonie de présentation des résultats a été diffusée à la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB) le 05 septembre 2012.



Le Coordonnateur général du projet CECEPO (isolé à droite) expliquant les résultats projetés de la prospection démocratique.

c. La formation des associations locales.

Deux sessions de formation ont été organisées au profit des organisations de la société civile de l'Oudalan. Ces formations ont duré deux jours chacune et ont abordé les thématiques relatives aux droits humains et à la démocratie. Outre les acteurs de la société civile, les maires ont pris part à ces formations.

Les participants ont consolidé leurs connaissances sur les différents thèmes traités tels la notion de l'Etat de droit, le civisme et la culture de la paix, le rôle de la société civile dans la promotion de la démocratie et des droits humains, les principes de base des droits humains... Ainsi, grâce à ces échanges, le Cidoc a contribué au renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de sensibilisation et de mobilisation des populations pour une participation citoyenne plus active. Cinquante-deux associations issues des cinq communes ont bénéficié de ces formations. Des attestations ont été délivrées aux participants qui ont souhaité recevoir d'autres formations sur des thèmes qu'ils ont eux-mêmes formulés, et qui comprenaient entre autres :

1. Rôle et place de la société civile dans l'Etat de droit
2. Droits de l'homme et développement
3. Techniques de plaidoyer
4. Droit de l'enfant et de la jeune fille
5. Participation des jeunes à la prise de décisions
6. Recyclage sur la démocratie et les droits humains
7. Alphabétisation
8. Le foncier
9. Relations droits et devoirs
10. Le mariage forcé/précoce

- 11. Réchauffement climatique
- 12. La citoyenneté
- 13. etc.



Le Coordonnateur du Cidoc en pleine séance de formation



Le Coordonnateur général du projet CECEPO remettant le certificat de participation au Maire de Markoye sous le regard du Coordonnateur du Cidoc.

d. La restitution de la formation par les associations locales

Dans le but de permettre aux associations de jouer leur rôle d'acteurs de sensibilisation, le Cidoc a accompagné les participants dans la restitution des connaissances acquises à leurs membres et aux populations à la base. Ainsi deux restitutions ont été organisées dans chaque commune. Les responsables d'association ont par ce canal formé d'autres acteurs locaux et sensibilisé la population dans les villages.

Les acteurs formés dans les communes ont répété la sensibilisation à leur tour dans leurs localités respectives. Les comités villageois de sensibilisation ainsi institués ont joué un rôle capital dans la mobilisation de la population pour les autres activités notamment le théâtre forum.

e. Les émissions radiophoniques

En collaboration avec la radio Waldé-Djef de Gorom-Gorom, une radio communautaire, installée par les membres de l'association du même nom, le Cidoc a travaillé efficacement à l'éducation et à l'information des populations sur le droit de vote, la notion de démocratie et les droits humains. Des micro trottoirs, des jeux radiophoniques, des interviews ont été réalisés dans ce cadre. Les micro trottoirs réalisés auprès des différentes couches sociales ont permis de recueillir leurs points de vue sur divers aspects des thèmes abordés. Les interviews animées par l'équipe CECEPO ont été des opportunités d'éducation via l'antenne.

Les jeux radiophoniques ont été conçus pour diffuser davantage les messages de sensibilisation tout en suscitant la participation directe des auditeurs. Ils ont suscité un grand engouement auprès du public cible. Plus de cent-vingt (120) appels ont été enregistrés lors de chaque jeu radiophonique. La radio a servi également de créneau d'information de la population sur les activités du projet. Vingt (20) communiqués ont été diffusés à cet effet.



Equipe du Cidoc en animation à la radio Waldé-Djefde Gorom-Gorom

f. La publication de la brochure « Infocitoyen »

La brochure « Infocitoyen » a été un moyen efficace de communication et un véritable outil d'information du public. Les numéros rédigés ont été systématiquement distribués aux autorités locales, aux élèves, aux associations locales, aux leaders des partis politiques et à la population alphabétisée. Dix mille exemplaires ont été diffusés. « Infocitoyen » est également diffusé sur le Site du Cidoc afin de le rendre accessibles à tous. En raison du taux d'analphabétisme élevé la radio a été utilisée comme palliatif.

g. Plaidoyer auprès des partis politiques

Le Cidoc a travaillé en étroite collaboration avec les partis politiques de la province pour la prise en compte des droits humains dans les élections couplées du 02 décembre 2012. Les leaders des partis politiques ont été impliqués dans la mise en œuvre des activités de sensibilisation, de formation et d'éducation.

A l'issue de la restitution des résultats de la prospection démocratique, des rencontres d'échanges ont été tenues avec les différents leaders des partis politiques. Un **''Appel aux partis politiques et aux candidats aux élections municipales et législatives du 2 décembre 2012 pour la prise en compte des droits de l'homme dans les campagnes électorales et activités politiques''** leur a été adressé, les invitant à intégrer les principes fondamentaux des droits humains dans leurs activités politiques en général et dans la campagne électorale pour les élections couplées du 02 décembre 2012 en particulier. Cet Appel a été favorablement accueilli par les acteurs politiques de la province. Il a même été un guide pour le bon déroulement de la campagne électorale. Les leaders des partis politiques l'ont distribué à leurs candidats et militants qui s'en sont inspirés pour battre campagne.

Tous les partis politiques rencontrés ont pris la résolution de mettre en œuvre les principes tels qu'énoncés dans l'Appel à travers la signature des engagements que le Cidoc leur a proposés. Au-delà de ces engagements, le Centre a fait le suivi-évaluation de la mise en œuvre de l'appel par les partis politiques et leurs candidats sur le terrain. Les rencontres d'échange se sont poursuivies après les élections du 02 décembre 2012. De l'avis de tous les acteurs politiques, l'Appel du Cidoc a énormément contribué à la préservation d'un climat social apaisé pendant tout le processus électoral, à l'animation d'une campagne électorale sans conflits et à des résultats acceptés par tous sans contestation majeure comme on a pu l'observer ailleurs. La prise en compte des droits humains a favorisé le rapprochement entre les partis politiques et développé la confiance entre les acteurs politiques et la population. Un climat de sérénité a prévalu pour ces échéances électorales contrairement aux scènes de conflits jadis connues dans cette localité.



Présentation et remise de l'Appel du Cidoc à deux leaders politiques

h. La campagne de sensibilisation des électeurs par le théâtre forum

Cette vaste campagne de sensibilisation a été initiée par le Centre afin de pallier l'ignorance, le déficit de formation et d'information sur le vote, les élections et la démocratie, révélé par les résultats de la prospection démocratique. Les présentations théâtrales animées en langues locales (Fulfuldé, Sonraï, Tamatchèque) par la Troupe Théâtrale Tondikara (3T) ont suscité un grand intérêt auprès des participants. Elles ont mis en exergue l'importance et la procédure du vote, la libre participation des femmes, le respect des droits humains en période électorale par les acteurs politiques, les candidats et les électeurs, etc.

Les débats ont été particulièrement enrichissants en ce sens qu'ils ont permis d'expliquer aux participants la notion de démocratie, le concept des élections couplées et comment voter, d'interpeller les citoyens sur les principes fondamentaux à respecter pendant la période électorale pour garantir la liberté d'expression pour tous et préserver la cohésion sociale. Ils ont également servi de tribune de plaidoyer pour la prise en compte des préoccupations des femmes. Celles-ci ont saisi cette opportunité dans toutes les communes pour dénoncer les restrictions arbitrairement instaurées par le fait de certains chefs de famille sur leur participation aux élections.

En raison de la forte mobilisation de la population et de la facilité de diffusion du message, deux séances de présentation théâtrale ont été animées dans toutes les communes de la province.



La Troupe Théâtrale Tondikara en prestation

i. La formation des agents observateurs

Dans le cadre de l'observation des élections couplées du 2 décembre 2012, le Centre a formé des acteurs de la société civile sur les principes de l'observation électorale et sur les techniques de collecte des informations initiées par le Cidoc. Vingt-un agents observateurs locaux ont bénéficié de cette formation.

j. L'observation des élections du 02 décembre 2012

A l'instar d'autres organisations de la société civile, le Cidoc, en complément logique de son action de sensibilisation et d'éducation sur le terrain, a été accrédité par la CENI pour observer les élections dans l'Oudalan. Au total le Centre a pu déployer vingt agents observateurs à travers les cinq communes de la province. Ceux-ci ont visité 147 bureaux de vote sur un total de 207.

Le constat général sur le terrain révèle une très grande mobilisation des électeurs devant les bureaux de vote toute la journée et même tard dans la nuit pour certaines localités (dans la commune de Tin-Akoff). Hormis quelques insuffisances en matériel, le scrutin dans cette province s'est déroulé dans le calme, la transparence et la sécurité en dépit des inquiétudes réelles qui prévalaient en raison de la situation de crise au Mali voisin.

Au-delà de l'observation des conditions de déroulement du scrutin, le Centre a pu constater et vérifier la mobilisation réelle des femmes devant les bureaux de vote. En effet les actions d'information, de sensibilisation et d'éducation ont grandement œuvré à améliorer leur participation. Grâce aux messages de sensibilisation et au plaidoyer pour la libre participation

des femmes, celles-ci ont été majoritaires devant la quasi totalité des bureaux supervisés. On estime à plus de 60% le taux de participation des femmes. Il s'agit là d'un exploit jamais réalisé dans l'Oudalan.



Équipe du Cidoc en observation électorale dans un bureau de vote à Tin-Akoff



Longue file d'attente devant un bureau de vote à Markoye ; on peut voir une présence importante de femmes



Une femme accomplissant son droit de vote

k. L'institution des comités de sensibilisation

La concrétisation de l'initiative du Cidoc en matière de promotion des droits humains et de la démocratie s'est traduite par la mise en place de quatre comités de sensibilisation dans les principaux établissements scolaires de la province de l'Oudalan à savoir le lycée provincial de Gorom-Gorom, le collège communal de Gorom-Gorom, le collège privé Sabil El Nadja et le collège départemental de Markoye. Les membres de ces comités et les élèves desdits établissements ont été initiés aux notions de droits humains, de civisme et de démocratie. Cette initiation s'est faite à travers des formations afin de renforcer leurs capacités et leur permettre de jouer pleinement leurs rôles d'acteurs de sensibilisation.

A l'issue de la formation, les différents comités ont effectivement entrepris des actions de sensibilisation dans leurs établissements respectifs. La question des droits humains a été ainsi introduite dans le programme des activités culturelles des élèves ; des présentations théâtrales sur les thématiques des droits humains et de démocratie ont été conçues et mises en œuvre. D'autres initiatives telles le développement de clubs des droits humains sont en cours de réalisation et permettront d'étendre la sensibilisation dans les autres établissements de la province.

l. L'organisation des jeux concours

En collaboration avec les responsables des établissements, le Cidoc a organisé le jeu concours comme prévu. Un questionnaire conçu sur la base des formations dispensées et des activités de sensibilisation réalisées a été soumis aux élèves qui ont disposé de trois jours pour renseigner ledit questionnaire. La correction des copies révèle un niveau satisfaisant des élèves en matière de connaissance des principes de base des droits humains.

Les récompenses remises aux lauréats ont stimulé les participants au jeu concours et renforcé l'effort des comités de sensibilisation. Cette cérémonie de remise des prix, loin de marquer la fin des activités de sensibilisation sur les droits humains dans les établissements, est plutôt perçue comme un tremplin pour l'enracinement et la pérennisation des actions de promotion, du civisme et de la culture démocratique au sein de la jeunesse scolaires de l'Oudalan.

3. Les résultats atteints

La mise en œuvre du projet CECEPO a été déterminante pour le renforcement de la participation citoyenne aux consultations électorales et à la promotion des droits humains dans les élections couplées du 2 décembre 2012. Au terme de son exécution des résultats appréciables sont à relever :

- **la forte mobilisation des électeurs pour l'enrôlement biométrique et le taux d'inscription élevé sur la liste électorale** ; sur 105 313 électeurs potentiels, 67 147 se sont inscrits soit un taux de participation de 63,67%. La prospection démocratique a joué un rôle capital dans l'information des citoyens sur le déroulement de l'opération d'enrôlement biométrique. Les enquêteurs ont au-delà de l'administration du questionnaire d'enquête, sensibilisé la population sur l'importance et la nécessité de l'enrôlement biométrique. Cette sensibilisation faite a favorisé l'atteinte de ces résultats. L'Oudalan a ainsi été classé au 3^{me} rang national des forts taux d'inscription des électeurs.

- **le renforcement des capacités de cinquante-deux associations locales sur les thématiques de la démocratie et des droits humains** ; les acteurs de la société civile ont vu

leurs capacités renforcées en matière de connaissance des notions de droits humains et de démocratie. Ils ont fait la preuve de leur capacité de sensibilisation et de mobilisation à travers la restitution de la formation dans les communes. Ils ont aussi été des acteurs clefs pour la mobilisation de la population lors de l'animation du théâtre forum.

- **le renforcement de la capacité de sensibilisation des acteurs locaux (enquêteurs et agents observateurs)** ; outre les organisations de la société civile, le Cidoc a également formé les enquêteurs et les agents observateurs dont le rôle a été important dans la sensibilisation/mobilisation des populations pour l'enrôlement biométrique d'une part et l'observation électorale d'autre part.

- **la meilleure compréhension de la démocratie et des droits humains** ; le niveau de compréhension des populations a sensiblement évolué sur la démocratie, les élections et les droits humains. Les jeux radiophoniques et les débats ont été des moyens efficaces d'évaluation. Le théâtre forum et l'institution des comités de sensibilisation ont facilité l'appropriation de la notion des droits humains par la population.

- **le renforcement de la participation citoyenne aux consultations électorales** ; la forte affluence des électeurs devant les bureaux de vote le 2 décembre 2012 et leur détermination à choisir leurs représentants et dirigeants témoignent du changement de mentalité et de leur engagement pour la gouvernance démocratique¹.

- **l'amélioration du taux de participation aux élections législatives et municipales couplées du 02 décembre 2012 dans la province de l'Oudalan** ; le taux de participation qui était de 34,19% à l'élection présidentielle de novembre 2010 est passé à 83.12% et 85.63% respectivement pour les élections législatives et municipales du 02 décembre 2012. De la dernière place en 2010, l'Oudalan est passé au 13^e rang national sur 45 provinces lors des dernières élections couplées de 2012.

- **l'ancrage externe du Cidoc** ; la mise en œuvre du projet CECEPO a renforcé la crédibilité et la capacité de sensibilisation et d'éducation citoyenne du Centre en matière de droits humains et de démocratie. Le projet a permis au Centre de tisser et/ou de renforcer des partenariats institutionnels. Ce savoir-faire a fait du Cidoc un Centre de référence pour la promotion des droits humains et de la gouvernance démocratique au Burkina Faso. A ce titre le Centre a établi des partenariats avec certains ministères et structures tels le Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique, la Commission Electorale Nationale Indépendante, le Programme des Nations Unies pour Développement (PNUD) et les associations de la société civile de l'Oudalan.

4. Les difficultés rencontrées

La réalisation du projet CECEPO ne s'est pas faite sans obstacles. Un certain nombre de contraintes ont freiné ou compliqué le cours des activités de sensibilisation et d'éducation citoyenne. Au titre de ces contraintes figurent en première place les difficultés d'accès de certaines zones. La province de l'Oudalan est une zone sablonneuse où le déplacement est quasi impossible en véhicule à cause de l'absence de voies aménagées. Des communes comme Déou, Oursi et Tin-Akoff sont des zones pratiquement coupées du reste de la province

¹ Voir le rapport de l'observation électorale par Cidoc

en saison pluvieuse. La province ne dispose que de pistes rurales en état de dégradation avancée.

La seconde difficulté rencontrée a été l'insuffisance des ressources financières face aux nombreuses sollicitations de la population. La contrainte budgétaire s'est très vite révélée sérieusement sur le terrain dès la mise en œuvre des premières activités (nécessité d'augmenter le nombre des enquêteurs pour la prospection démocratique, des sessions de restitution, du nombre de participants qui voulaient prendre part aux sessions de formation, etc.). Devant l'impérieuse nécessité de trouver des moyens de déplacement efficaces, les demandes pressantes des associations en matière de renforcement des capacités sur les droits humains, les sollicitations du monde scolaire pour l'encadrement des activités de promotion des droits humains, le Cidoc a opéré certains réajustements internes et développé des stratégies (les activités ont été organisées par vague, la restitution des formations a été imaginée, le travail en partenariat avec les associations a été renforcé) pour pallier la faiblesse de l'enveloppe budgétaire. L'engouement et l'engagement des acteurs ont également facilité l'atteinte des objectifs du projet.

5. L'impact du projet et les perspectives de sa pérennisation

Nonobstant les difficultés rencontrées, le projet CECEPO au regard des résultats atteints a produit un impact indéniable dans la quête de la gouvernance démocratique. La mise en œuvre de ce projet a contribué à changer qualitativement la mentalité de la population sur le vote, la démocratie et la participation aux élections. Désormais, les citoyens des cinq communes de l'Oudalan savent pourquoi ils votent, comprennent ce qu'est la démocratie, ont la capacité de faire un choix libre et éclairé.

L'un des impacts visibles et sensibles du projet CECEPO est l'amélioration sensible de la participation des femmes au processus électoral. L'interpellation de tous les acteurs sur le droit de participation des femmes a permis aux uns et aux autres de se faire une autre image de la femme, en lui reconnaissant son droit d'être éligible et électrice.

La prise en compte des droits humains par les partis politiques dans leurs activités politiques est un impact majeur qu'il convient de mettre à l'actif du projet CECEPO. Le plaidoyer auprès des leaders politiques a conduit les partis politiques à inclure la dimension des droits humains dans leurs programmes d'activités et surtout dans la campagne politique pour les élections couplées de 2012. Ce travail est à poursuivre.

L'organisation apaisée des élections couplées du 02 décembre 2012 couronne le succès de la mise en œuvre du projet CECEPO dans l'Oudalan. Contrairement aux autres échéances électorales, les élections couplées du 2 décembre 2012 se sont déroulées dans le calme, la sérénité et la transparence dans la province. Aucun conflit, contestation, ou incident notable n'a été signalé avant pendant ou après les élections. Ces acquis démocratiques appréciables mériteraient d'être maintenus et améliorés au-delà de la réalisation de CECEPO.

En termes de pérennisation des acquis de CECEPO, des garanties solides existent. En effet la stratégie de mise en œuvre utilisée par le Cidoc constitue en elle-même un gage réel. L'implication effective de tous les acteurs (autorités locales, leaders des partis politiques et organisations de la société civile) dans les activités de sensibilisation et de formation a permis de renforcer non seulement leur capacité mais aussi de les préparer à inclure ces nouvelles

pratiques dans leurs programmes d'action. Ainsi la poursuite des actions de sensibilisation par les acteurs locaux est quasiment assurée.

L'action permanente des comités de sensibilisation sur les droits humains à travers la mise en œuvre des plans d'action élaborés consolidera la promotion des droits humains et le civisme dans l'Oudalan.

Enfin la mise en œuvre probable du projet de renouvellement soumis au NED sera une bonne opportunité de suivi-évaluation des acquis démocratiques engrangés par le projet CECEPO. En effet s'il venait à être approuvé, ce deuxième projet permettra de consolider les acquis et de limiter le risque d'un retour rapide aux pratiques anciennes.

6. Conclusion

Le projet « Campagne d'éducation civique et électorale dans la province de l'Oudalan - CECEPO » est un projet pilote pour le Centre d'information et de documentation citoyennes. Sa mise en œuvre a permis au Cidoc d'atteindre ses objectifs stratégiques dans la promotion des droits humains et l'enracinement de la démocratie au Burkina Faso. Nonobstant les difficultés rencontrées, des résultats probants ont été atteints en termes de participation aux élections, d'amélioration de la gouvernance locale et de promotion des droits humains.

Grâce au soutien du NED, à la collaboration des autorités locales, acteurs politiques et organisation de la société civile, le renforcement du processus démocratique a été une réalité dans la province de l'Oudalan. Le Centre salue et exprime toute sa reconnaissance à tous ces acteurs qui ont consenti des sacrifices énormes pour le succès du projet CECEPO. Il sait pouvoir toujours compter sur leur disponibilité, leur accompagnement et leur engagement constant.

Cependant pour pérenniser et consolider ces acquis, il est crucial que des actions de suivi soient immédiatement réalisées, notamment en vue de maintenir le partenariat avec les associations locales et les partis politiques, ceci, par accompagnement des comités de sensibilisation.

En termes de perspectives à la suite de CECEPO, le Cidoc entend travailler à l'implication réelle et inclusive des femmes et des jeunes dans le processus de renforcement de la démocratie. Ainsi, le Centre qui ambitionne poursuivre et approfondir son action dans la promotion de la participation politique des femmes et des jeunes non seulement dans la Région du Sahel mais également sur toute l'étendue du territoire national, n'aura de cesse de solliciter l'appui de l'ensemble de ses partenaires, en particulier celui du NED.